

19 février 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse entre Emmanuel Macron et Salomé Zourabichvili

Intervenant non identifié

Madame la présidente de Géorgie, Monsieur le président de République française, la déclaration de partenariat relative au lancement de dialogue structurée, Dimitri AMILAKVARI, entre la Géorgie et la France.

Intervenant non identifié

(Prise de parole en géorgien)

Emmanuel MACRON

Non, j'ai fini. Mais vous oui. Voilà. Merci beaucoup. Merci beaucoup, merci madame la présidente, cher Salomé et merci d'être présent avec nous à Paris aujourd'hui et au fond chez vous ici. Vous êtes entièrement géorgienne et entièrement française comme vous l'avez expliqué dans votre livre "Une femme pour deux pays". Et nous sommes profondément reconnaissants à la Géorgie de vous avoir permis de revenir vers nous pour écrire une page nouvelle de l'histoire de nos liens. Il y a 14 ans à peu près, c'est dans cette maison que 15 ans presque, qu'une part de votre destin et de celui de votre pays s'écrivait lorsque nos prédécesseurs décidaient ici que vous alliez devenir la ministre des Affaires étrangères de votre pays. Et je veux ici saluer votre élection comme présidente de la Géorgie à l'issue d'une campagne qui ne fut pas sans obstacles, sans épreuves mais que vous avez menée à son terme avec un courage et une détermination sans faille. Vous êtes restée vous-même défendant ce que vous pensiez juste pour votre pays, animés de ces valeurs européennes qui nous unissent. Et les couleurs de l'Europe vous ont accompagnés tout au long de ce parcours. Ce n'est pas tous les jours, je dois le dire, qu'on accueille une chef d'état qui fut aussi une remarquable diplomate française, exemplaire de ces chemins d'exception qu'offre notre République et qui disent tant de votre amitié à l'égard de notre pays et de l'amitié entre nos deux pays. La Géorgie, ce pays d'où votre famille était venue, que la France avait soutenu en accueillant en 1921 le gouvernement en exil. Ce pays que vous avez appris à aimer par la danse, les histoires racontées avant d'y revenir comme diplomate et comme ministre. Ce pays que vous avez toujours défendu et dont vous avez embrassé le destin. Et je vous remercie d'avoir choisi la France pour votre premier déplacement bilatéral. Vous savez que la France sera toujours à vos côtés comme elle l'a été à Leuville-sur-Orge en 1922, comme elle le fut en 2008. Que les armes cessent pour laisser place au dialogue, c'est la vocation de la France et c'est l'objet de la diplomatie. C'est le combat de votre vie et c'est notre engagement. Nous avons aujourd'hui pris la décision de marquer symboliquement une nouvelle page de notre relation en la structurant dans le dialogue, Dimitri AMILAKVARI, en hommage à cet officier de la Légion étrangère d'origine géorgienne venu en France en 1922 et mort pour la France à El-Alamein en 1942. Il nous permettra de donner beaucoup plus de densité, de régularité à nos échanges qui doivent s'appuyer sur des projets concrets en matière économique, commerciale, culturelle, de sécurité et nous avons évoqué l'ensemble de ces sujets. Nous partageons, d'abord la priorité donnée à l'éducation et la formation, à travers l'Université franco-géorgienne pour que les premières formations labellisées soient lancées. Et je souhaite que nous développions cet axe de projets concrets en faveur de la jeunesse dans le cadre aussi du partenariat oriental 10 ans après son lancement. C'est cette même volonté qui nous conduit à renforcer nos liens culturels avec là aussi des projets concrets que nous souhaitons voir jaloner les prochaines années en matière culturelle qu'il s'agisse de création littéraire et artistique plus largement et que nous avons évoqués ensemble. Nous voulons aller plus loin avec l'appui de l'*Agence française de développement* pour le développement et la modernisation économique de la Géorgie à travers d'importants projets sur les énergies, les transports, les infrastructures, l'aménagement de montagne. Et c'est ce même esprit de partenariat bilatéral qui va nous conduire également à renforcer dans le domaine militaire de la cyberdéfense les relations entre nos deux pays. La coopération est déjà un succès et nous souhaitons que celles-ci puissent être renforcées en matière de formation et évidemment de coopération stratégique mais également de partenariats concrets militaires. Nous renforçons notre travail conjoint dans le cadre du paquet substantiel OTAN en Géorgie dont la France assure le volet relatif à la défense antiaérienne. Je veux ici également saluer la contribution décisive de la Géorgie en RCA à nos côtés. Mais plus largement, c'est aussi une nouvelle page tout spécialement en matière de cyber que nous voulons aujourd'hui lancer. Nous avons également évoqué l'agenda des réformes à venir en Géorgie. En nouant une relation privilégiée avec l'Union européenne illustrée par la conclusion d'un accord d'association, la Géorgie a fait le choix de se tourner vers les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme et ce choix de se tourner vers l'Europe doit, je l'ai entendu et je partage cette conviction, se traduire par des bénéfices concrets pour la population géorgienne. Et

là aussi sur le plan éducatif, culturel, commercial, sécuritaire, ce sont des projets concrets qu'il faut faire aboutir dans les prochaines années et que nous accompagnerons pleinement. Nous avons évoqué également les questions migratoires sur lesquelles nous avons acté un renforcement de notre coopération pour mieux prévenir les départs, lutter contre les filières d'immigration clandestine, accélérer les retours des déboutés géorgiens dans notre pays et pouvoir là aussi fluidifier les choses. J'ai naturellement réitéré à Madame la Présidente, l'assurance que la France continuerait à soutenir avec un engagement sans faille la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie dans ses frontières internationalement reconnues. La politique d'engagement au bénéfice des populations de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud-Est, à cet égard, est un pas important. Et nous serons là pour contribuer au succès de cette initiative et la résolution du conflit dans son ensemble. Enfin, nous avons évoqué nos vues sur la situation dans le Caucase du Sud, sur l'évolution de l'environnement sécuritaire en mer Noire, avons partagé nos analyses sur les grands sujets de l'actualité régionale qui je dois le dire sont largement convergentes et je souhaite que la France puisse aussi être un acteur du développement entre l'Europe et la Géorgie, des routes de la mer Noire et que sur ce sujet, qu'il s'agisse des liens économiques ou stratégiques, nous puissions là aussi renforcer nos liens. Vous m'avez invité à votre tour en Géorgie, Madame la Présidente, et je veux ici vous dire combien je serai heureux d'être au rendez-vous de cette invitation. Je souhaite également que nous puissions travailler ensemble un projet d'exposition sur les artistes géorgiens en France pour montrer tout l'apport de votre pays au nôtre, de votre imaginaire au nôtre. Vous le savez Madame la présidente, vous n'avez ici que des amis et donc veuillez simplement vous souvenir qu'en ayant le bonheur d'accueillir présidente nouvellement élue d'un pays ami, vous gardez ici des amis qui continuent un peu à vouloir vous accueillir comme une des leurs. Merci à vous.

Salomé ZOURABICHVILI

Je vous remercie infiniment, Monsieur, le Président et si vous me le permettez, je vais continuer en géorgien.

Intervenant non identifié (interprète)

(Prise de parole en géorgien, traduit oralement en français)

Je vous remercie infiniment, Monsieur le Président, pour moi aussi c'est un jour symbolique, c'est ma première visite bilatérale en dehors de la Géorgie, en dehors de Bruxelles et c'est aussi assez symbolique qu'après les institutions européennes, je commence mes rencontres et ma visite en France. Ici, je ne suis pas étrangère en France, je suis née ici, j'ai grandi ici et en même temps, j'ai été baigné dans cette culture française. C'est vraiment important, non seulement pour moi mais aussi pour mes amis français qui m'ont accueilli si chaleureusement mais ce n'est pas uniquement un accueil chaleureux pour la Géorgie mais aussi un accueil chaleureux pour toute la nation géorgienne et j'ai envie de devenir... que la Géorgie joue son rôle de liaison entre l'Union européenne et la Géorgie. Pour nous, pour la Géorgie, la France n'est pas une des pays européens. Pour nous la France est tout à fait une autre chose. La France est le symbole de la liberté, de l'indépendance et de la souveraineté. Le symbole de la liberté puisque le gouvernement français, comme vous venez d'évoquer, Monsieur le Président, a accueilli le gouvernement géorgien lorsque la Géorgie a été annexée, occupée par la Russie et jusqu'à 1934, la France reconnaissait toujours l'indépendance de la Géorgie. Ensuite, lorsque malheureusement, le gouvernement géorgien était obligé de rester dans l'émigration, la France a toujours été le pays qui défendait et défendait les intérêts de cette immigration géorgienne pour que le représentant de cette immigration se sente chez eux. Et j'en suis témoin, je suis l'un des exemples, j'ai eu toutes les possibilités. Et la France m'a donné beaucoup de choses. J'ai pu avoir ma carrière diplomatique sans aucune prétention parce qu'à la base j'étais d'origine géorgienne et je n'ai jamais eu de problème à ce point de vue. Et en plus de ça, la France c'était le pays qui a démontré sa solidarité, son soutien à 2008 afin de résoudre, afin d'arrêter ce conflit. Et sans la France, sans le président SARKOZY, on se retrouverait peut-être dans une autre situation et encore une fois, permettez-moi de vous remercier encore une fois, Monsieur le Président. Et je vous remercie également le président d'avoir envoyé, Monsieur le Président SARKOZY en tant que représentant de la France lors de mon inauguration. Le président SARKOZY, il a été applaudi par les Géorgiens pour exprimer sa gratitude et sa reconnaissance envers la France et envers le peuple français. A cause de ce passé, on peut dire qu'on est obligé d'approfondir nos liens amicaux, nos contacts, nos rapports et c'est pour ça que j'ai fait ce choix symbolique. Je suis, j'ai une intime conviction que lorsque j'ai été élu en tant que président de la Géorgie, le peuple géorgien également élu un président géorgien afin d'accomplir ce rôle pour que la Géorgie joue son rôle de liaison entre l'Union européenne et la Géorgie avant que la Géorgie ne soit membre de l'Union européenne. Je vous remercie pour aujourd'hui. On peut vraiment dire qu'on a franchement évoqué toutes les questions problématiques importantes pour la Géorgie, à commencer par la sécurité parce que dans ce domaine-là, la France est l'un de nos partenaires principaux. La France nous aide afin de renforcer notre sécurité aérienne. Et c'est la France qui nous fournit son aide, son soutien en ce sens et à chaque fois, la France est prête à être à nos côtés dans cette région et nous connaissons très bien dans quelle région nous nous trouvons. On peut dire que la Géorgie, c'est une sorte d'île de stabilité dans cette région avec beaucoup de tensions et en ce sens, le soutien de la France d'être... et la position française qui est très favorable pour nous. C'est important parce que vous savez, lorsqu'on parle de la mer Noire, de la région de la mer Noire, on ne doit pas seulement parler de la sécurité ou de la sécurisation de cette région. Il faut également parler et penser aux nouveaux projets de caractère par exemple commercial ou culturel. C'est très important

parler et penser aux nouveaux projets de caractère par exemple commercial ou culturel. C'est très important pour qu'on se sente également plus de proximité avec l'Union européenne, avec nos partenaires européens qui se trouvent de l'autre côté de la mer Noire, par exemple en Roumanie ou en Bulgarie et pour que les Européens voient bien que la Géorgie n'est pas du tout loin de l'Union européenne. Voilà, c'est juste la frontière et c'est vraiment important, juste pour qu'on ressente vraiment qu'on fait partie de cette famille européenne mais en ce qui concerne cet accord [...]. Donc concernant le dialogue Dimitri AMILAKVARI, bien sûr que c'est assez symbolique parce que déjà, pour nous, c'est quelqu'un de très important, de très respectueux pour nous, surtout pour moi aussi, parce que j'ai été élevé dans le respect de ce terroir et il était vraiment apprécié, respecté et que Dimitri AMILAKVARI, il s'est sacrifié à la fois pour la France et pour la Géorgie. Le fait que cet accord porte son nom, c'est assez important et symbolique pour nous. Ce qui nous permettrait d'approfondir nos contacts, nos liens dans différents domaines, que ce soit la culture, la sécurité et l'éducation qui est très importante et ça fait partie de nos priorités. Et ce dialogue Dimitri AMILAKVARI peut réunir tous ces sujets, toutes ces questions et ça nous donne des cadres dans lesquels nous pouvons continuer notre coopération. Certes, je ne vais pas répéter tout ce qui a été évoqué, Monsieur le Président. Certes qu'on a évoqué la cybersécurité. Je vous remercie Monsieur le Président parce que pratiquement, vous avez accepté toutes nos idées, vous avez partagé nos points de vue, vous avez un avis favorable à l'égard de tous nos idées et nos projets, y compris par exemple dans le domaine culturel. Je veux que la Géorgie devienne également une des parties culturelles de l'Union européenne et justement, d'une part, donc il s'agit de la coopération au sein du Salon du livre et la participation de la Géorgie. On a également parlé du cinéma. Il faut absolument qu'on soit des membres de cette unité culturelle... voilà, de cette unité culturelle européenne parce que la Géorgie peut être comme membre légitime de cette union culturelle. Et en plus de ça, nous avons évoqué ce soutien que la Géorgie a eu de la part de la France, en ce qui concerne les territoires occupés. Et la France est prête à évoquer cette question lors de ses entretiens avec des partenaires étrangers. On a parlé de ce sujet aussi parce que déjà, la participation de la France dans la mission d'observation est importante pour nous et nous saluons vraiment cette participation française pour cette question douloureuse pour nous, ce qu'est par exemple les territoires occupés géorgiens. Nous avons également évoqué la coopération militaire. C'est l'un des secteurs qui est assez développé entre nos deux pays et il y a encore pas mal de pas à faire en ce sens. Nous avons également évoqué nos relations économiques. Encore une fois, j'invite Monsieur le Président en Géorgie. J'espère bien que cette visite aura lieu en 2019 et j'espère bien que, certes, Monsieur le Président est invité avec son épouse. D'abord, nous voulons montrer la Géorgie et la culture géorgienne à Monsieur le Président et j'espère qu'il y aura... Nous voudrions qu'il y aurait également une délégation économique française pour voir sur place la situation parce que j'ai vraiment cette ambition d'approfondir et de développer encore plus les relations économiques bilatérales avec la France. Et je veux que la France devienne l'un de nos partenaires économiques essentiels. Encore une fois, je vous remercie Monsieur le Président. C'est un grand honneur pour moi et vraiment, comme si je suis rentrée chez moi.

Intervenant non identifié (interprète)

Oh je vous remercie Monsieur le Président [...]. Monsieur le Président, vous avez évoqué les territoires occupés et l'engagement français vis-à-vis de ces territoires occupés depuis 2008. La Russie jusqu'à maintenant ne respecte pas ses engagements. La Russie ne respecte pas ses engagements politiques et pendant ces 11 ans, il y a plein de citoyens géorgiens qui sont enlevés du territoire géorgien par les militaires russes qui occupent 20 % du territoire. En ce sens, quelle déclaration vous pouvez faire et quel serait votre message vis-à-vis du Kremlin, Monsieur le Président ? Et Madame la Présidente, quelle position vous voulez que la France ait vis-à-vis de cette question ? Merci beaucoup.

Intervenant non identifié

(Prise de parole en langue étrangère)

Salomé ZOURABICHVILI (traduit par interprète)

[...] de la deuxième partie donc, même si la France a envie de jouer le rôle de l'intermédiaire, il faut que la Russie soit d'accord pour participer à ce dialogue. Certes que nous sentons le soutien du gouvernement français, de la France et qui rappelle à chaque fois au gouvernement russe et à leurs partenaires. Et je sais que, voilà, un tel soutien existe et Monsieur le Président m'a vraiment rassuré.

Emmanuel MACRON

La France a joué en 2008 lorsque l'Union européenne a mené les négociations qui ont abouti à l'accord de cessez-le-feu du 2 août. Ensuite, dire que nous continuons évidemment bien évidemment de soutenir le dialogue dans le cadre des discussions internationales de Genève sur ce sujet. Vous l'avez dit et la France d'ailleurs a toujours été claire sur ce point : nous avons toujours condamné et continuons à condamner avec la plus grande fermeté le processus de frontiérisation qui est à l'œuvre sur la ligne administrative de démarcation entre les régions séparatistes et le reste de la Géorgie. Et nous l'avons très clairement évoqué avec Madame la Présidente à l'instant. Ces pratiques sont contraires au droit international et elles se font au mépris de la

sécurité des populations, les empêchent de circuler librement d'un côté à l'autre de la ligne de démarcation. Et il n'y a sur ce point évidemment aucune normalisation ou aucun silence qui ne seront faits. La France a constamment rappelé la Russie à ses devoirs et a adopté une attitude plus constructive sur ce sujet en permettant notamment l'entrée de la Mission de l'Union européenne dans ces régions séparatistes. Et c'est cette position que nous continuerons de tenir en appelant la Russie à respecter l'ensemble des dispositions de l'accord de cessez-le-feu et l'ensemble des mesures qui s'ensuivent.

Agathe LAMBRET

Bonjour Madame la Présidente. Bonjour Monsieur le président. Agathe LAMBRET, BFMTV. Monsieur le Président d'abord, pourquoi n'avez-vous pas participé ce soir au rassemblement contre l'antisémitisme ? De nombreux responsables politiques y vont. D'anciens chefs d'Etat comme Nicolas SARKOZY et François HOLLANDE y seront également. Ensuite, vous aviez assumé de dire en 2017 que l'antisionisme est la forme réinventée de l'antisémitisme. Est-ce toujours votre position et soutenez-vous l'idée de certains députés, de pénaliser l'antisionisme ? Merci.

Emmanuel MACRON

Bien. Sur ce sujet qui n'est pas celui de notre conférence de presse mais qui touche notre pays, notre République en son cœur, je veux ici être le plus solennel et le plus clair possible. Je serai tout à l'heure à 18h15 au Mémorial de la Shoah avec le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat. Pour rappeler les faits, pour rappeler la morsure dans notre histoire, de ces faits et pour dire ce qu'est la République : un bloc face à tout cela ; et pour rappeler ce qu'est de l'antisémitisme qui est la négation de ce qu'est la République et de ce qu'est la France. Ensuite, à l'appel des partis politiques, ces derniers se rejoindront Place de la République et je pense que c'est une bonne chose. C'est une bonne chose que les partis politiques - je souhaite que ceci se fasse dans la concorde - se rejoignent mais je pense que la place du président de la République, avec le président de l'Assemblée et du Sénat, est dans un moment institutionnel solennel. Il faut ensuite que les mouvements politiques vivent ce qu'ils ont décidé de convoquer ensemble, et c'est une bonne chose. Mais je veux ici redire qu'à chaque fois qu'un Français, parce qu'il est Juif, est insulté, menacé ou, pire, blessé ou tué, c'est la République toute entière qui l'est. Et il n'appartient pas aux Juifs dans la République de se défendre mais à la République de les défendre. J'aurais, là aussi, à dire les actes que nous souhaitons prendre. Sur l'antisionisme, je l'ai dit sans ambiguïté : je ne pense pas que pénaliser l'antisionisme soit une bonne solution. Je reviendrai plus précisément demain sur ces sujets mais je confirme que ceux qui, aujourd'hui, dans le discours, veulent la disparition d'Israël sont ceux qui veulent s'attaquer aux Juifs. Je pense néanmoins que lorsqu'on rentre dans le détail, la condamnation pénale de l'antisionisme pose d'autres problèmes. Voilà pour vos deux questions. Mais je pense que ce que nous aurons à faire tous - pas simplement aujourd'hui - dans les jours, les semaines, les années qui viennent, c'est faire République, c'est-à-dire être ensemble. Et faire République, c'est éduquer, former mais c'est être, chacun dans sa conscience la plus profonde et dans son rapport à l'autre, respectueux des valeurs qui nous ont fait et nous tiennent ensemble. Je vous remercie.

Salomé ZOURABICHVILI

Si vous permettez Monsieur le Président, sur ce sujet, je voudrais apporter une petite pierre géorgienne dans la mesure où la Géorgie est ce pays qui a accueilli, il y a 27 siècles, la première diaspora juive, qu'elle a accueillie et qui s'est intégrée complètement à la Géorgie pendant ces 27 siècles, au point qu'il n'y a jamais eu un incident répertorié entre ces communautés qui ont vécu de façon harmonieuse au cours de ces longs siècles. Et c'est avec cette valeur de tolérance que nous voulons entrer dans l'Europe et nous voulons y rapporter cette valeur. D'ailleurs, nous avons l'ambition d'inscrire cette valeur de tolérance dans la liste des biens immatériels de l'UNESCO et je crois que c'est quelque chose qu'on doit chérir et protéger ensemble, et chez nous et en Europe.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup madame la présidente. Merci à vous et votre délégation. Je vous remercie.

Salomé ZOURABICHVILI

Merci Monsieur le Président.